

# Résolution de la DN de la LCR après la réunion du 10 septembre des Collectifs pour des candidatures unitaires

lundi 2 octobre 2006, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 24 septembre 2006).

Lors de la CN de juin 2006, la résolution votée par 81% des délégués disait que, tout en annonçant la présentation d'Olivier Besancenot comme candidat de la LCR, nous continuions la bataille pour aboutir à des candidatures unitaires pour les élections présidentielle et législatives de 2007.

Et nous disions que la réalisation de cette unité imposait un accord politique sur des questions essentielles. Nous en avançons quatre, précisément :

- Battre la droite et sa politique ;
- Défendre un programme de mesures d'urgence sociale antilibérales conséquentes ;
- Ne pas reproduire la stratégie de la gauche plurielle ;
- Renoncer à toute alliance gouvernementale et parlementaire avec la direction socialiste.

Nous disions aussi vouloir agir pour que se construise un front social et politique à même de construire les mobilisations nécessaires pour riposter aux attaques de ce gouvernement.

Au mois de juin, dans cette résolution nous affirmions également que, si un accord se réalisait sur ces points, nous pourrions nous engager sans réserve dans une campagne unitaire, une campagne commune. Nous disions que si un accord était trouvé, nous retirerions la candidature d'Olivier Besancenot et que nous soutiendrions la candidature décidée en commun, dès lors qu'elle se ferait en toute clarté, c'est-à-dire en refusant toute alliance parlementaire et gouvernementale avec le Parti socialiste.

Nous disions également que c'était l'absence de clarté sur cette question qui avait empêché la signature par la LCR, en tant qu'organisation, de l'appel de mai 2006 pour des candidatures unitaires.

L'ensemble de ces mandats demeure valable après la réunion du 10 septembre à Saint Denis puisque les obstacles ne sont pas levés.

Depuis trois mois, nous avons continué à défendre nos positions, dans plusieurs contributions pour les débats des collectifs, dans des courriers et échanges, notamment avec la direction du Parti communiste. Et nous avons vu, à de nombreuses reprises, que de nombreux militants partageaient les mêmes préoccupations.

Mais ces questions n'étant éclaircies ni dans les discussions avec le Parti communiste, ni dans le document « Ambition et Stratégie » rédigé pour la réunion des collectifs du 10 septembre, nous avons synthétisé nos propositions par trois courts amendements qui reprenaient exactement trois des quatre questions soulevées en juin :

- L'urgence de stopper la logique capitaliste de destruction sociale, les politiques libérales menées depuis vingt cinq ans par les gouvernements de gauche comme de droite ;

- La conviction que le vote du 29 mai était une sanction du social-libéralisme, exprimant une espérance qui ne pouvait être dévoyée dans une nouvelle mouture de la gauche plurielle ;
- L'affirmation que les conditions d'une union de toute la gauche sur des bases antilibérales conséquentes sont impossibles à réunir et qu'il ne peut donc être question de s'engager dans une coalition gouvernementale et parlementaire avec le PS en 2007.

Aucun de ces trois amendements n'a été pris en compte par le secrétariat du collectif national ni, d'ailleurs, soumis à l'approbation des délégués présents à St Denis. Il en a été de même de l'amendement des collectifs des Bouches-du-Rhône qui exprimait la même préoccupation. Notons d'ailleurs qu'au désaccord sur le contenu politique sont venus se rajouter des désaccords sur les méthodes de débat et de décision. Ne pas soumettre des amendements au vote, procéder au vote « par acclamation », choisir qui représentera (au sein du collectif des porte-parole) une organisation à la place de cette organisation, comme cela a été fait le 10 septembre lors de la rencontre nationale des collectifs, constituent des pratiques que l'on croyait révolues. Dans le même ordre d'idées, comment interpréter le sort réservé à la représentante de la LCR lors du débat organisé à la fête de l'Humanité ? Non seulement elle n'a pu siéger à la tribune comme les autres intervenants du Collectif national mais, de plus, elle a été de fait empêchée de s'exprimer dans des conditions satisfaisante ...

Par ailleurs, sur le fond politique, à plusieurs reprises, les débats ont fait apparaître que les questions soulevées par la LCR n'étaient ni une question de formules ni un débat artificiel qui aurait déjà été réglé par les textes : plusieurs composantes du Collectif national, notamment les représentants de PRS, du MARS et du PCF, ont à plusieurs reprises exprimé un désaccord avec nos propositions.

Le désaccord se circonscrit clairement sur deux points :

Le PCF, notamment, nous reproche de ne pas avoir une ambition majoritaire, alors qu'il faudrait prétendre rassembler toute la gauche sur des positions antilibérales.

Nous avons la prétention de contribuer à changer les rapports de force sur le terrain social et politique, par les mobilisations et les luttes. Cela suppose de garder toute notre indépendance vis-à-vis de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, prétendent fondre la gauche du non avec celle du oui. Nous faisons la différence entre les aspirations d'un grand nombre de salariés, électeurs du Parti socialiste, et la politique social-libérale de la direction de ce parti, exprimée à nouveau par ses principaux porte-parole lors de la réunion de Lens. C'est cette indépendance et la confiance des forces du non en elles-mêmes qui ont, lors de la campagne pour le référendum, permis de gagner bon nombre d'électeurs socialistes contre la direction de leur Parti. A l'époque, à aucun moment, évidemment, nous n'avons pensé que nous pourrions obtenir un accord avec la direction du Parti socialiste. Il en est évidemment de même aujourd'hui, en ce qui concerne les mesures d'urgence sociales et démocratiques que devraient prendre un gouvernement représentant les intérêts des travailleurs et de la population, porté par les mobilisations.

Les dirigeants du PCF nous répondent aussi que l'essentiel est de battre Sarkozy et la droite en 2007 et que pour cela on ne peut pas diviser la gauche.

Nous nous retrouvons tous contre Sarkozy et la droite, mais nous devons aussi dire clairement que si les dirigeants du PS se retrouvent à nouveau à l'Elysée et à Matignon en 2007, nous ne serons pas dans leur majorité parlementaire, mais dans leur opposition de gauche.

Nous ne semons pas l'illusion que nous pourrions convaincre les dirigeants socialistes. Nous ne semons pas plus l'illusion que nos candidats élus pourraient devancer ceux du PS, ce qui, au

demeurant, ne suffirait bien évidemment pas à régler la question des alliances. En effet, pour notre part, la question des alliances est, d'abord et avant tout, une question de contenu, lié à un accord politique sur les mesures d'urgence à mettre en œuvre.

Semer l'illusion, qu'un déplacement de majorité parlementaire suffirait pour changer substantiellement de politique, c'est répandre un écran de fumée pour éviter de répondre clairement à la question des alliances possibles avec la direction du PS. C'est entretenir les illusions qui ont été fatales en 1981 comme en 1997 au mouvement ouvrier

Au-delà de la discussion sur les formulations du texte « Ambitions et stratégie », certains actes politiques tendent à montrer que les ambiguïtés que la LCR souhaitait lever ne l'ont pas été, bien au contraire. Pour l'élection municipale partielle de Bordeaux, les forces antilibérales du Non de gauche avaient l'occasion de constituer une liste unitaire anti-libérale. Quel a été le choix du PCF girondin ? Constituer, dès le 1<sup>er</sup> tour, une liste commune avec le PS ! Alors qu'il était possible de faire une démonstration qui pouvait aider à favoriser l'unité au sommet par un accord lors d'une élection municipale, la direction du PCF a mis en avant la défense de ses positions municipales, quitte à intégrer une liste de rassemblement avec le PS dès le 1<sup>er</sup> tour ...

Ceci dit la lucidité n'est pas synonyme de résignation, bien au contraire. Nous voulons montrer avec force qu'il y a une autre voie pour les classes populaires que le ralliement au social-libéralisme qui serait le seul rempart, un moindre mal, face au sarko-libéralisme. Mais, pour cela, il faut parler le langage de la rupture à gauche, la rupture anti-libérale et anticapitaliste.

Nous avons la conviction que l'urgence est de construire dans ce pays une réelle alternative, une force politique indépendante du Parti socialiste, capable d'offrir des perspectives aux salariés, aux précaires, aux chômeurs, à la jeunesse pour faire valoir leur droit. Tous les mouvements sociaux, les mobilisations menées depuis 1995 le prouvent.

Mais, pour cela, il faut avoir le langage de la clarté, comme il fallait l'avoir entre 1997 et 2002 face au gouvernement Jospin, comme nous avons su le faire en 2005 lors du référendum. Nous avons la prétention de vouloir prolonger l'esprit de cette campagne, non pas en rejoignant des ornières tracées par des impératifs de gestion institutionnelle, mais en continuant à tracer le sillon de la rupture et de l'indépendance vis-à-vis du social-libéralisme. Les exigences que nous mettons en avant sont celles qui sont nécessaires pour rester à la hauteur de la bataille que nous avons menée ensemble en 2005, et pour construire dès aujourd'hui une alternative, au travers les luttes sociales et politiques.

Sur les bases définies le 10 septembre, il ne peut y avoir ni engagement de la LCR ni candidatures rassemblant dans l'unité les forces engagées dans la campagne du Non. Mais nous ne nous résignons pas à l'actuelle situation de division et, au contraire, tenterons jusqu'au bout de convaincre sur des questions posées très largement au-delà de la LCR et qui sont incontournables pour répondre aux besoins, aux exigences des classes populaires et pour construire une alternative réelle et durable.

Nous poursuivons donc le débat dans les collectifs unitaires et avec les forces politiques représentées dans le collectif national, notamment en soulignant la contradiction entre les mesures d'urgence à prendre pour s'attaquer aux politiques capitalistes et les orientations du Parti socialiste.

Les conditions pour une candidature commune à l'élection présidentielle n'étant toujours pas réunies, la LCR poursuit et intensifie sa propre campagne autour de son porte-parole, Olivier Besancenot. Une campagne qui exprime les résistances et les luttes quotidiennes des travailleurs, des chômeurs, des sans-papiers, des femmes et des jeunes, une campagne pour la défense d'une politique anticapitaliste, d'un programme de transformation radicale de la société.

A cette fin, elle décide de poursuivre et d'intensifier la collecte des parrainages d'élus. Ces 500 signatures (impliquant un nombre de pré-signatures de l'ordre du double) sont aujourd'hui plus que jamais, une condition de notre expression politique indépendante, comme plus généralement de l'expression, dans la campagne qui s'ouvre, d'une alternative antilibérale conséquente, donc anticapitaliste. En cas d'accord politique sur une candidature de rassemblement, ces pré-signatures seront naturellement reconverties à son bénéfice.